

## NEWS

16 MAI

# Un printemps qui chauffe

David Wagner

**Dans l'union et la contradiction : le 16 mai sera une journée d'unité syndicale. Tandis que quelques organisations de jeunes constitueront leur propre « bloc anticapitaliste », des ministres seront de la partie.**

Au Luxembourg, les choses fonctionnent souvent différemment qu'ailleurs. C'est le cas des grandes manifestations syndicales, par exemple. Au mois de mai, elles n'ont pas lieu le 1er, pour la fête du travail, mais environ deux semaines plus tard, le 16. En plus, des membres du gouvernement déclarent vouloir y participer. Décidément, le « modèle luxembourgeois » n'en finit pas de brouiller les repères idéologiques.

En tout cas, l'unité syndicale est de mise : ce samedi, l'OGBL, la CGFP, le LCGB, l'Aleba, la FGFC, la FNCTT-FEL et le Syprolux manifesteront côte à côte. Crise financière oblige, cette unité se fait sous le mot d'ordre « Nous ne payerons pas pour leur crise ». Pourtant, des voix critiques se font entendre. Ainsi, quelques organisations de jeunesse (le Mouvement alternatif des révolté-e-s, la Jonk Lénk et l'Infoladen) appellent les « syndicalistes de gauche, activistes étudiants, membres de partis de gauche, militants de tendance autonome, activistes d'ONG, individus solidaires » de s'unir « afin de montrer (...) que nous ne sommes pas d'accord avec le discours pro-gouvernemental des dirigeants syndicaux ». Ces trois organisations reprochent notamment aux dirigeants syndicaux de ne pas leur laisser la parole lors des allocutions.

C'est qu'en plus du contexte de crise, un autre facteur vient s'ajouter à la journée du 16 mai : les élections européennes, et, surtout, nationales du 7 juin. Et tandis que les organisateurs appellent les « partis politiques et les élus de se retenir et de s'abstenir à récupérer la manifestation à des fins électorales », le président du syndicat chrétien-social LCGB - un des organisateurs et signataires de cet appel - prendra la parole, bien qu'il soit candidat aux législatives sur la liste du CSV. Mais Weber ne sera pas le seul à incarner les contradictions du modèle luxembourgeois. Dans un entretien au « Jeudi », le ministre du Travail et pré-

sident du CSV, François Biltgen, affirme qu'il « sera là, mais pas de façon à être vu, pas en première ligne ». Mieux vaut d'ailleurs pour lui qu'il ne soit pas trop vu. Certes, les cinq mots d'ordres de la manifestation (Ensemble contre tout démantèlement social, Pour nos emplois, Pour notre pouvoir d'achat, Pour notre sécurité sociale et Ne touchez pas à l'index, nos salaires et nos pensions), s'ils sont assez généralistes pour pouvoir être supportés par tous, la question de l'« index » pourrait inciter quelques manifestant-e-s à montrer du doigt Biltgen, dont le gouvernement avait manipulé cet instrument lors de la tripartite de 2006. Mais la contradiction s'étend également au partenaire de coalition socialiste, dont les ministres défilent aussi le 16 mai et subiront les discours syndicaux égratignant leur bilan gouvernemental.

Il n'empêche : le mouvement social touche enfin le grand-duché. Cette semaine, Eurostat a publié des chiffres assez alarmants pour l'économie luxembourgeoise et surtout pour son industrie : d'après l'institut de statistiques européen, l'industrie luxembourgeoise aurait produit 29,6 % de moins en mars 2009 qu'en mars de l'année précédente. A titre de comparaison, la moyenne pour la zone Euro est une baisse de 20,2 %. Et si la manifestation des ouvriers d'Arcelor-Mittal ce mardi, devant le siège du géant sidérurgique avenue de la Liberté, a démontré la colère des ouvriers, un autre rassemblement précédera celui du 16. En effet, ce vendredi 15 mai, l'OGBL et le LCGB organisent une manifestation à Mettlach et à Merzig, en Allemagne avec les salarié-e-s de la faïencerie Villeroy et Boch. Les deux villes sont deux autres sites de l'entreprise qui a annoncé qu'elle fermera définitivement ses portes, malgré la réalisation de bénéfices. Seront-ils présents le lendemain, à la manifestation du 16 mai ? Ce sera l'occasion pour eux d'interpeller certains responsables gouvernementaux. Qui manifesteront à leurs côtés...

La manifestation débutera à 15.15 heures dans le quartier de la gare de la capitale devant les locaux des différents syndicats et défilera jusqu'à la Place de la Constitution (« Gëlle Fra »).

## SHORT NEWS

## Tout le monde il est éthique

L'idée mise en avant par Déi Gréng - et reprise entre-temps par nombre d'autres acteurs - pour assurer la survie de la place financière luxembourgeoise est séduisante. On pourrait joindre l'utile à l'éthique, en se spécialisant dans le domaine de la finance alternative. Cette initiative soulève de nombreuses interrogations : Le capitalisme n'est-il pas fondamentalement en contradiction avec toute notion d'éthique ? Les banquiers sont-ils intéressés au-delà de l'effet « feuille de vigne » ? Trouvera-t-on des investisseurs ? A cette dernière question, Déi Gréng ont tenté de répondre à travers un sondage. Ainsi, selon TNS-Illres, 69 % des Luxembourgeois-es privilégieraient la sécurité des placements contre 17 % attachés d'abord au rendement. Les sondeurs avancent un chiffre de 86 % de personnes prêtes à placer de l'argent auprès de banques respectant des critères de transparence et éthiques. Reste à savoir ce que vaut une telle déclaration, alors que par le passé, l'intérêt pour l'épargne éthique était minuscule. Par ailleurs, le niveau d'activité de la place financière dépend des flux financiers internationaux, et pas des bas de laine des Luxembourgeois-es. Si un tel sondage constitue donc une habile manoeuvre électorale, il laisse sans réponse les interrogations plus fondamentales.

## Arcelor-Mittal mangelhaft in Nachhaltigkeit

„Arcelor-Mittal - Going Nowhere Slowly“ heißt eine von der Global Action on Arcelor-Mittal herausgegebene Broschüre, die diese Woche anlässlich der Jahreshauptversammlung des Stahlriesen veröffentlicht wurde. An Arcelor-Mittal-Standorten aktive Organisationen und der europäische Dachverband von Friends of the Earth dokumentieren anhand von Fallbeispielen, inwieweit der Konzern Versprechungen über soziale und ökologische Zielsetzungen nicht einhält. Die Vorwürfe reichen von Landvertreibungen zwecks Errichtung neuer Stahlwerke in Indien, über Korruptionsvorwürfe in Liberia, Umweltzerstörung in Südafrika oder im tschechischen Ostrava und schlechte Sicherheitsstandards in Kasachstan bis zur Beteiligung am Ausbau eines noch unter Ceausescu geplanten Atomkraftwerks in Rumänien. Die AutorInnen zeigen sich enttäuscht von der Informationspolitik des Konzerns. Lokalen Initiativen würde keinerlei Einsicht in die tatsächlich erfolgten Maßnahmen gewährt. Meco-Vorsitzende Blanche Weber wies auf die besondere Verantwortung der Konzernzentrale in Luxemburg hin, die sich ihrerseits nicht zu einzelnen Vorwürfen äußere und auf die jeweiligen Werksdirektionen verweise. Angesichts der Tatsache, dass Arcelor-Mittal in vielen Fällen auf die Unterstützung öffentlicher, internationaler Finanzorganisationen zurückgreifen kann, sei es auch an der Politik, auf den Multi einzuwirken. Die Dokumentation steht unter [www.oeko.lu](http://www.oeko.lu) zum download bereit.

## Gender Mainstreaming in den Ministerien

„Nahezu alle Ministerien haben an der Umsetzung der im Aktionsplan und durch den Regierungsbeschluss verbindlich vereinbarten Strukturmaßnahmen gearbeitet. Die Integration von Gender Mainstreaming in den Ministerien ist jedoch nicht umfassend gelungen“, so lautet das Fazit der wissenschaftlichen Evaluationsstudie zum nationalen Aktionsplan für die Gleichstellung der Frauen und Männer, die diese Woche im Ministère de l'égalité des chances vorgestellt wurde. Der nationale Aktionsplan, der im März 2006 vom Regierungsrat angenommen wurde, sah vor, dass auf den verschiedenen ministeriellen Ebenen Genderaspekte stärker berücksichtigt werden sollten - wobei die konkreten Maßnahmen von den einzelnen Ministerien selbst vorgeschlagen wurden und das Ministère de l'égalité des chances sowie das Comité interministériel die Koordination übernahmen. Rund 81 Prozent der 97 Vorschläge wurden in den Ministerien umgesetzt, so die zuständige Ministerin Marie-Josée Jacobs. Der Grund, warum Gender Mainstreaming nach wie vor nicht umfassend integriert werden konnte, liege jedoch in der bisher nicht genügend sichtbaren Unterstützung durch Führungskräfte. Auch die unzureichende Fortbildung der Beschäftigten sei ein Grund für das mangelnde Engagement in den Ministerien.